

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- MAI 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours des cinq premiers mois de l'année en cours se déroule dans un contexte toujours marqué par la poursuite des pressions inflationnistes et le resserrement des politiques monétaires, au niveau aussi bien international que national. En dépit de ce contexte, l'activité économique se serait légèrement accélérée comparativement à la même période de 2022, sous l'effet notamment d'un redressement de la valeur ajoutée agricole, malgré une pluviométrie peu favorable, et le renforcement de l'activité hors agriculture, tirée notamment par le maintien du dynamisme du tertiaire soutenu particulièrement par les secteurs du transport et du tourisme.

La situation des charges et ressources du Trésor, à fin mai 2023, fait ressortir un déficit budgétaire de 24,6 MM.DH, contre un déficit de près de 13,9 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses globales (+15,6 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+4,9 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 39,4% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF). Comparativement à fin mai 2022, ces recettes se sont inscrites en hausse de près de 4,9 MM.DH ou 4,1%.

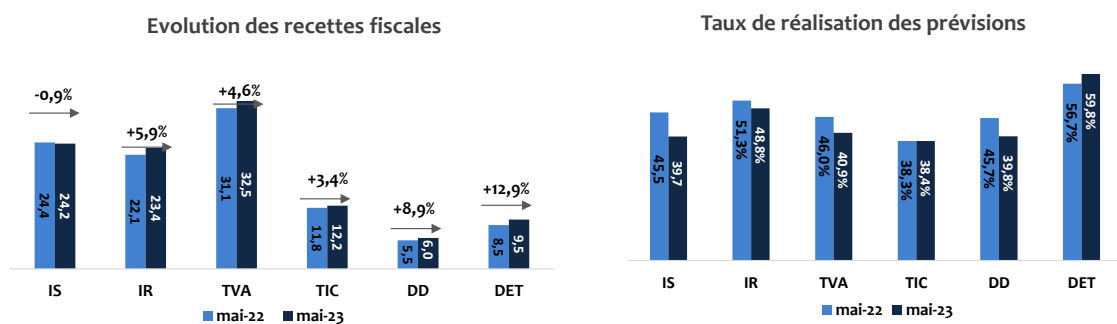
Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 42,8%. Par rapport à fin mai 2022, leur progression s'élève à près de 5 MM.DH ou 4,8%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont situés à près de 6,6 MM.DH contre 7,4 MM.DH.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé les recettes fiscales à fin mai 2023, par rapport aux prévisions de la loi de finances 2023 et aux réalisations de la même période de 2022, se présentent comme suit :

- L'IS a enregistré un taux de réalisation de 39,7% et une baisse de 231 M.DH (-0,9%). Cette baisse s'explique notamment par la diminution du complément de régularisation de 1,1 MM.DH et l'augmentation des restitutions de 741 M.DH, compensées partiellement par l'amélioration des recettes issues du contrôle fiscal de 585 M.DH et du 1^{er} acompte de 217 M.DH (9,1 MM.DH contre 8,9 MM.DH) ;
- L'IR a affiché un taux de réalisation de 48,8% et une hausse de 1,3 MM.DH (+5,9%) grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+1,1 MM.DH) ;
- Le taux de réalisation de la TVA à l'intérieur s'est situé à 42,2%. Ces recettes se

sont améliorées de 1,6 MM.DH (+17,5%) dans un contexte marqué par une la progression de la consommation des ménages à 2,7% (1^{er} trimestre 2023). Cette évolution de la TVA à l'intérieur recouvre une hausse des recettes brutes de 748 M.DH et une baisse des remboursements de 835 M.DH ;

- La TVA à l'importation, quant à elle, a affiché un taux de réalisation de 40,3% et une baisse de 160M.DH (-0,7%) et ce, en relation notamment avec les mesures prises pour soutenir le secteur agricole ;
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 38,4% et une progression de 404 M.DH (+3,4%). Cette hausse est attribuable principalement aux TIC sur les tabacs (+329 M.DH, +7,3%) ;
- Les droits de douanes ont été réalisés à hauteur de 39,8% et se sont inscrits en hausse de 488 M.DH (+8,9%), en relation avec l'évolution des importations ;
- Le taux de réalisation des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre s'est situé à 59,8%. Ces recettes ont progressé de 1,1 MM.DH (+12,9%), dont 797 M.DH sont imputables aux droits d'enregistrement et 117 M.DH aux droits de timbre.



Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à près de 12,4 MM.DH se répartissant comme suit :

- Près de 3 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics dont un versement de 2 MM.DH de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 526 M.DH de Bank Al-Maghrib ;
- 9,4 MM.DH au titre des « autres recettes » dont près de 5 MM.DH au titre des financements innovants et 3,3 MM.DH au titre des « produits divers » des ministères.

DEPENSES

Exécution maitrisée des dépenses globales...

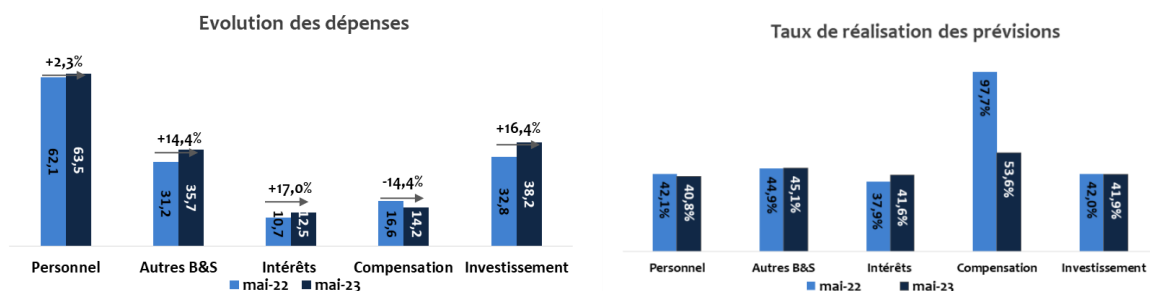
Les dépenses ordinaires se sont établies à 125,9 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 43,2%. Par rapport à fin mai 2022, ces dépenses se sont accrues de près de 5,3 MM.DH recouvrant une hausse des dépenses au titre des biens et services (+5,9 MM.DH) et des intérêts de la dette (+1,8 MM.DH) et une baisse des charges de la compensation (-2,4 MM.DH) :

- L'exécution des dépenses de biens et services est marquée par un taux de réalisation de 40,8% pour les dépenses de personnel et de 45,1% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services ». L'augmentation de ces dépenses s'élève à 1,4 MM.DH et 4,5 MM.DH, respectivement.
- Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu un taux de réalisation de 41,6%. Leur augmentation par rapport à la même période de l'année précédente, soit +1,8 MM.DH, recouvre une hausse des intérêts de la dette extérieure pour +1,3 MM.DH et ceux afférents à la dette intérieure pour 529 M.DH. Cette évolution est le résultat de la hausse qu'ont connue les taux d'intérêt aussi bien sur le marché domestique qu'international.
- Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de près de 53,6%. Ces charges se sont chiffrées à près de 14,2 MM.DH recouvrant près de

8,5 MM.DH pour le gaz butane, 2,2 MM.DH pour le sucre, 2,5 MM.DH pour la farine nationale et 920 M.DH au titre des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport. La charge au titre du gaz butane a affiché une baisse de 1,3 MM.DH par rapport à fin mai 2022. Cette évolution s'explique par l'effet combiné d'une baisse du cours du gaz butane, à soit 600 \$/T en moyenne contre 879 \$/T au titre de la même période de l'année 2022, et d'une dépréciation du dirham par rapport au dollar, le taux de change étant passé, en moyenne, de 9,7 à 10,2 DH/\$ à fin mai 2022.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 2,6 MM.DH, contre un solde négatif de 2,2 MM.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions à ce titre ont affiché un taux d'exécution de près de 42%. Elles ont atteint près de 38,2 MM.DH, enregistrant une progression de 5,4 MM.DH comparativement aux quatre premiers mois de 2022.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 16,2 MM.DH, contre 21,1 MM.DH à fin mai 2022.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,7 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,3 MM.DH un an auparavant.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de près de 2 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 26,5 MM.DH.

Ce besoin, augmenté des amortissements au titre de la dette pour un montant de 132,3 MM.DH, dont 127,9 MM.DH au titre de la dette intérieure, s'est traduit par un besoin de financement brut de 158,8 MM.DH. Le niveau des amortissements au titre de la dette intérieure résulte de la concentration des émissions intervenue à la fin de l'année 2022 et au début de 2023, sur les maturités à court terme, en raison de la préférence des investisseurs pour ces maturités dans un contexte d'anticipations haussières des taux d'intérêt.

Les financements mobilisés se sont élevés à 198,8 MM.DH, dont 162,1 MM.DH sur le marché intérieur et près de 31,5 MM.DH au titre des tirages extérieurs y compris 25,8 MM.DH mobilisés sur le marché financier international.

L'excédent des ressources mobilisées a permis de constituer un matelas pour préparer la couverture, au titre des prochains mois, des tombées importantes de la dette du Trésor issues des émissions à court terme susvisées.

La constitution de ce matelas s'inscrit dans le cadre de la gestion proactive de la dette, dans l'objectif de réduire le risque de refinancement et de permettre au Trésor de faire face à tout nouveau retournement de tendance de marché dans un contexte marqué par un manque de visibilité des investisseurs quant aux décisions de politique monétaire. L'excédent de trésorerie fait l'objet d'opérations de placement dans le cadre de la gestion active de la trésorerie afin d'optimiser le coût de financement de l'Etat.

En M.DH

	Mai	Loi de finances	Mai	Mai 2023 / Mai 2022		Taux de réalisation
	2022	2023	2023	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	118.384	312.721	123.278	4,1%	4.894	39,4%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	118.384	307.721	123.278	4,1%	4.894	40,1%
Recettes fiscales	104.220	255.273	109.213	4,8%	4.993	42,8%
- Impôts directs	47.415	113.165	49.005	3,4%	1.590	43,3%
- Impôts indirects	42.857	111.143	44.685	4,3%	1.828	40,2%
- Droits de douane	5.493	15.019	5.981	8,9%	488	39,8%
- Enregistrement et timbre	8.455	15.947	9.542	12,9%	1.087	59,8%
Recettes non fiscales	12.535	54.148	12.361	-	-174	22,8%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	3.736	19.464	2.958	-	-778	15,2%
- Autres recettes	8.799	29.684	9.403	-	604	31,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	1.629	3.300	1.704	-	75	51,6%
- Fonds de soutien des prix	168	600	153	-	-15	25,5%
- Fonds spécial routier	1.461	2.700	1.551	-	90	57,4%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	132.274	378.396	147.839	11,8%	15.565	39,1%
DEPENSES ORDINAIRES	120.578	291.458	125.895	4,4%	5.317	43,2%
Biens et services	93.295	234.912	99.195	6,3%	5.900	42,2%
Personnel	62.111	155.794	63.517	2,3%	1.406	40,8%
Autres biens et services	31.184	79.117	35.678	14,4%	4.494	45,1%
Dettes publiques (1)	10.652	29.966	12.459	17,0%	1.807	41,6%
Intérieure	9.547	23.291	10.076	5,5%	529	43,3%
Extérieure	1.105	6.675	2.383	115,6%	1.278	35,7%
Compensation (2)	16.631	26.580	14.241	-14,4%	-2.390	53,6%
SOLDE ORDINAIRE	-2.194	21.264	-2.617	19,3%	-423	-12,3%
INVESTISSEMENT	32.795	91.138	38.176	16,4%	5.381	41,9%
dont Fonds spécial routier	760	2.700	749			27,7%
SOLDE DES CST (3)	21.098	4.200	16.232	-23,1%	-4.867	386,5%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-13.890	-65.674	-24.561	-	-10.671	37,4%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-9.748		-1.965		7.783	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-23.638	-65.674	-26.526	12,2%	-2.888	40,4%
FINANCEMENT INTERIEUR	24.553	13.142	-534		-25.086	-4,1%
Endettement intérieur	14.155		37.571		23.416	
Autres opérations	10.398		-38.104		-48.502	
FINANCEMENT EXTERIEUR	-915	52.532	27.060		27.974	51,5%
Tirages	3.478	60.000	31.459		27.981	52,4%
Amortissements	-4.393	-7.468	-4.400		-7	58,9%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Maï	Loi de finances	Maï	Maï 2023 / Maï 2022		Taux de réalisation
	2022	2023	2023	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	104.220	255.273	109.213	4,8%	4.993	42,8%
Impôts directs	47.415	113.165	49.005	3,4%	1.590	43,3%
Taxe professionnelle	25	128	17	-32,0%	-8	13,3%
Impôt sur les sociétés (I.S)	24.444	60.914	24.213	-0,9%	-231	39,7%
Impôt sur le revenu (I.R)	22.071	47.931	23.381	5,9%	1.310	48,8%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfécies	3	0	9	-	6	-
Taxe d'habitation	6	14	6	0,0%	0	43,7%
Majorations	711	3.349	899	26,4%	188	26,8%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	144	800	465	-	321	58,1%
Autres impôts directs	11	30	15	36,4%	4	50,7%
Impôts indirects	42.857	111.143	44.685	4,3%	1.828	40,2%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	31.056	79.330	32.480	4,6%	1.423	40,9%
(Intérieure)	9.058	25.113	10.641	17,5%	1.583	42,4%
(Importation)	21.998	54.217	21.839	-0,7%	-160	40,3%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	11.801	31.813	12.205	3,4%	404	38,4%
(Tabacs)	4.487	12.500	4.815	7,3%	329	38,5%
(Produits énergétiques)	6.432	16.602	6.444	0,2%	13	38,8%
(Autres)	882	2.711	946	7,1%	63	34,9%
Droits de douane (D.D)	5.493	15.019	5.981	8,9%	488	39,8%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	8.455	15.947	9.542	12,9%	1.087	59,8%
RECETTES NON FISCALES	12.535	54.148	12.361	-	-174	22,8%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	3.736	19.464	2.958	-	-778	15,2%
- Autres recettes	8.799	29.684	9.403	-	604	31,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	1.629	3.300	1.704	-	75	51,6%
Fonds de soutien des prix	168	600	153	-	-15	25,5%
Fonds spécial routier	1.461	2.700	1.551	-	90	57,4%
RECETTES ORDINAIRES	118.384	312.721	123.278	4,1%	4.894	39,4%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	118.384	307.721	123.278	4,1%	4.894	40,1%